

SE BATTRE POUR NOTRE AVENIR

PRÉPARER LA CONTRE-OFFENSIVE



**UNION DE LA JEUNESSE
COMMUNISTE**



UNIONJC.FR



#UNIONJC



@UNION_JC

TABLE DES MATIÈRES

PAGE 4 :
INTRODUCTION

PAGE 6 :
SIX AXES DE LUTTE

PAGES 8 À 24 :
ANALYSES

LE TRAVAIL

L'ÉDUCATION

LE LOGEMENT

LA SANTÉ

LES TRANSPORTS

LES LOISIRS (CULTURE, SPORT, TEMPS LIBRE)

PAGES 25 À 28 :
QUESTIONS TRANSVERSALES
LA GUERRE ET LA PAIX
L'ENVIRONNEMENT

PAGE 29 :
STRATÉGIE DE L'UJC

PAGE 35 :
ARTICLE ANNEXE : LA PLACE DES ÉCRANS CHEZ LES JEUNES

PAGE 39 :
QUI SOMMES-NOUS ?

INTRODUCTION

On pourrait espérer qu'en France, la jeunesse puisse connaître de meilleures conditions de vie, qu'elle puisse avoir un avenir garanti et prospère. Au lieu de cela, c'est l'inquiétude, la galère et la précarité qui la rattrapent. Même si l'on fait de longues études, il n'est pas certain de trouver un emploi. Et plus le temps passe, plus les choses empirent : hausse du chômage et de la précarité, coupes budgétaires dans l'éducation nationale, baisse des allocations et des aides publiques, hausse du coût de la vie (logement, transports, santé), limitation de l'entrée à l'université et dans les études supérieures en général, restriction des droits démocratiques, etc. Rien ne laisse présager de bon pour notre avenir.

Tout cela n'est pas le fruit d'une seule conjoncture. Cela ne dépend pas des gouvernements qui se succèdent à la tête du pays : c'est le résultat d'un système économique et social en crise : le système capitaliste.

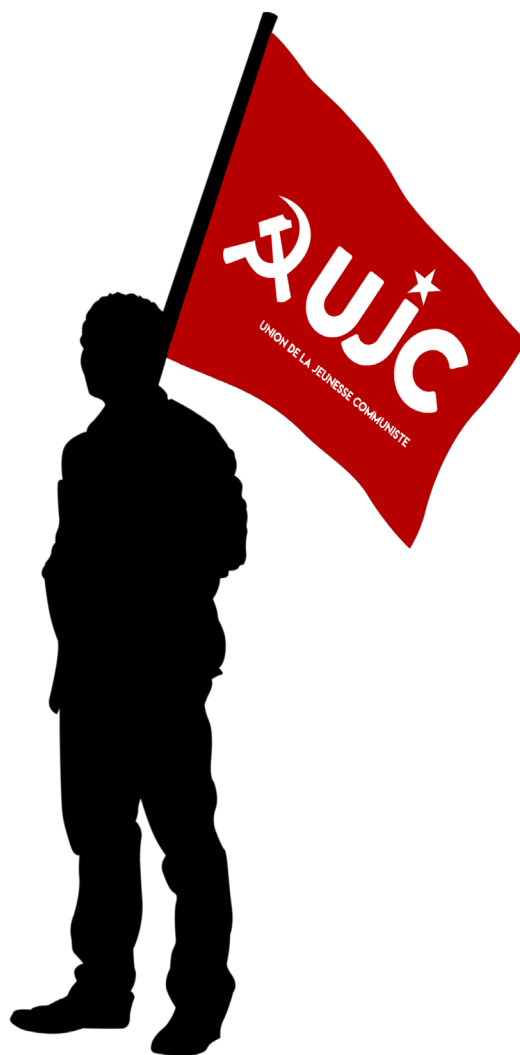
Depuis plus d'un siècle, ce mode de production ne répond plus aux besoins de l'humanité, et par conséquent aux besoins de la jeunesse. Il menace aujourd'hui la vie sur terre par les guerres et la destruction de l'environnement qu'il provoque. D'autre part, le système capitaliste aggrave les conditions de travail et de vie pour l'ensemble de la population, et la jeunesse est en première ligne.

Comment peut-on vivre dans une telle société qui n'assure pas l'avenir de ses enfants, des générations futures ? Dans ce monde impitoyable où seule la loi des profits compte, où nos droits démocratiques et nos conditions de vie sont constamment menacés, il est urgent de s'organiser et de résister. Car l'organisation est notre seule garantie pour créer les conditions d'une nouvelle société plus juste et qui répondra à nos besoins. Alors que les gangsters qui nous dirigent font le pari d'une « fin de l'histoire », c'est-à-dire d'un système capitaliste définitivement vainqueur et impossible à remplacer (sinon quoi on vivrait sous la dictature), nous leur répondons que non, il existe une alternative ! Et cette alternative consiste à rendre le pouvoir à celles et ceux qui créent la richesse, à mettre fin à la précarité et au chômage, à planifier notre économie et donc préserver notre environnement, à mettre fin aux guerres entre les peuples et cultiver la solidarité internationale.

Pour construire cette alternative, il est nécessaire de s'organiser politiquement et de préparer la contre-offensive. Le système capitaliste n'est pas réformable, il est pourrissant et provoque le recul social pour la majorité de la population. Il faut le renverser par une révolution, afin d'ouvrir la voie à une société de type nouveau, la société socialiste-communiste.

L'objet de cette brochure est d'exposer les analyses générales de l'Union de la Jeunesse Communiste (UJC) sur les grandes questions de la jeunesse : travail, éducation, logement, santé, transports et loisirs. Ces textes permettent d'esquisser des axes de lutte, afin de mener la bataille pour notre avenir.

**L'avenir est ici, entre nos mains !
Préparons la contre-offensive !**



SIX AXES DE LUTTE

L'Union de la Jeunesse Communiste (UJC) pose la question des « Six axes de lutte » comme élément méthodologique cadre dans notre action quotidienne. Plusieurs grands problèmes ont été analysés pour la jeunesse : le travail, l'éducation, le logement, la santé, les transports et les loisirs (regroupant culture, sport et temps-libre). Ces problèmes sont traités à grands traits plus loin dans notre document, ce dernier sert de point d'appui au débat et à l'enrichissement de notre action politique.

L'intérêt des « Six axes » consiste à analyser les problèmes quotidiens des jeunes pour en apporter des réponses via des mots d'ordre et des propositions, dans une logique de développement des luttes et de rapport de force. Mais la portée de ces propositions ne se limite en aucun cas à la réforme du système capitaliste. Nous insistons en effet sur la notion d'« axe transitoire » : il s'agit de montrer par la pratique et l'épuisement des revendications démocratiques, que le système capitaliste est fondamentalement incapable de répondre à nos besoins, puisque c'est la loi du profit qui dirige la société. La lutte de type économique (pour de meilleures conditions de vie) précède la lutte politique (renversement de l'ordre économique et social capitaliste), il est nécessaire qu'elle soit menée et enrichie du marxisme-léninisme, pour élever la conscience politique et renforcer le camp révolutionnaire. En appliquant ce cadre des « Six axes » pour une action au sein de la jeunesse populaire, l'UJC propose d'analyser les problèmes quotidiens des jeunes – problèmes qui peuvent paraître déconnectés et ponctuels – pour renforcer l'esprit critique chez ces derniers, puis les amener à s'organiser et à se poser la question politique. Tout en gardant à l'esprit que :

- 1°) les bourgeois ne cèdent rien par charité ;
- 2°) les bourgeois se battent pour reprendre ce qu'ils donnent ;
- 3°) la lutte revendicative doit être liée à la lutte politique et déboucher sur l'affrontement de classe avec l'État bourgeois, État au service des monopoles capitalistes ;
- 4°) l'amélioration des conditions de vie ne peut être assurée sur le long terme qu'avec la construction d'une société socialiste-communiste.

Il est cependant impossible de séparer ces axes les uns des autres, parce qu'ils sont organiquement liés et ont des impacts réciproques. Par ailleurs, des problèmes dits « transversaux » tels que la guerre impérialiste ou la crise environnementale impactent les problèmes quotidiens des jeunes. Par exemple, la guerre impérialiste accroît les difficultés des jeunes dans le logement et l'éducation, tant les coupes budgétaires se font sentir au profit du budget de l'armement ; pour le cas de la crise environnementale, c'est la santé des jeunes qui est en jeu. Ainsi, ces problèmes transversaux viennent renforcer la nécessité de changer de système économique et social. Le système capitaliste montre chaque jour qu'il est meurtrier, qu'il menace la vie sur terre pour le profit des monopoles et qu'il est incapable de répondre aux besoins des individus, la jeunesse populaire en première ligne. Et c'est pour cela que nous devons amplifier les luttes, préparer la contre-offensive et le renversement révolutionnaire de ce système obsolète, pourrissant et criminel !

ANALYSES

★ LE TRAVAIL

La jeunesse de la classe ouvrière fait partie des couches les plus atteintes par la précarité au travail, qui s'impose progressivement ordonnance après ordonnance. La précarité y est plus présente que dans d'autres tranches d'âge, la progression de la temporalité est jusqu'à presque trois fois supérieure chez les 15-29 ans par rapport à l'ensemble des salariés en poste : 29% étaient en CDD contre 12% en 2003 ; 35% contre 13% en 2014 ; sans différences notables entre les sexes. De son côté, le partiel dans le travail progresse également avec le temps et touche très particulièrement les femmes : 8% des hommes en poste entre 15-29 ans étaient à temps partiel en 2003 contre 24% des femmes dans le même âge, 11% contre 27% en 2014. Dans l'ensemble des salariés, les hommes étaient touchés à 6% et les femmes à 30% par le partiel. L'inégalité de classe est la base de l'inégalité entre hommes et femmes : les femmes ouvrières sont plus précarisées que les travailleurs hommes, et demeurent les principales affectées par la « double journée de travail », c'est-à-dire le travail salarié dans la production puis les tâches reproductrices de la force de travail dans la sphère privée (ménage, cuisine, etc.).

Le service civique, les emplois d'avenir et les contrats intérimaires et apprentis sont aussi très importants dans les tranches d'âges correspondant à la jeunesse, devenant une réalité de plus en plus courante chez les jeunes, qui se voient obligés de recourir à des formes extrêmement précaires de vente de leur force de travail pour payer leurs études ou juste survivre au jour le jour. Formes qui deviennent autant de dérogations au code du travail, souvent dénoncé par la bourgeoisie car trop « contraignant ». Aujourd'hui on voit souvent comment même dans un poste à temps plein, le salaire (souvent le SMIC) ne permet pas de faire face à toutes les dépenses qu'entraîne une vie indépendante, notamment le logement, interdisant aux jeunes de classe ouvrière une vie sans contraintes matérielles. Le SMIC horaire est donc insuffisant indépendamment de la partialité du travail.

Le chômage est aussi une réalité de la condition ouvrière et qui touche

particulièrement la jeunesse. En 2016, 24% des jeunes étaient en situation de chômage (chiffres qui excluent bien sûr les lycéens et étudiants) contre un 10% dans l'ensemble des salariés. Dans ces chiffres il y a deux grandes catégories : d'une part, ceux qui enchaînent des plus ou moins courtes périodes de travail avec des périodes de chômage, et d'autre part, les chômeurs de longue durée. Ces derniers sont déjà tombés ou présentent un risque fort de tomber indéfiniment dans les formes non salariales de revenus (RSA, soutien familial ou communautaire par exemple) ou de sombrer dans les secteurs les plus marginaux de l'économie souterraine (trafic, prostitution, particulièrement la prostitution pour jeunes étudiantes déguisée sous la forme du sugar-dating). Les premiers, de leur côté, sont toujours sur le fil du rasoir : une période de chômage particulièrement longue, ou de travail particulièrement précaire pourrait avoir de lourdes conséquences sur leurs vies. Le chômage touche très particulièrement les travailleurs ayant des diplômes inférieurs, et diminue en fonction du niveau du diplôme obtenu. La structure économique du capitalisme n'offre donc aucune garantie de travail pour les jeunes, notamment pour les mineurs sans formation.

Le phénomène de « l'armée industrielle de réserve » atteint fortement les jeunes, faisant pression à la baisse des salaires et à l'aggravation des conditions de travail. Ce phénomène est aussi proportionnel aux types d'emplois proposés : les emplois consistant à réaliser des tâches simples de façon répétitive et qui n'ont pas besoin de main-d'œuvre qualifiée, impliquent de fait que cette main-d'œuvre est facilement remplaçable et deviennent automatiquement les emplois les plus précaires, puisqu'une plus grande population est susceptible de les occuper. La bourgeoisie utilise ce fait pour précariser les conditions de travail et pour condamner des millions de jeunes à la précarité et l'insuffisance matérielle.

Dans cette situation, la jeunesse de la classe ouvrière vit dans l'angoisse de ne pas pouvoir prévoir une vie au-delà de la date d'échéance de leur contrat, de devoir vivre dans une précarité matérielle proportionnelle à leurs salaires. Par ailleurs, l'angoisse de devoir subir une réalité oppressante dans le travail, est le fruit des pressions que le capital réalise sur eux à travers l'État bourgeois, qui dégrade le cadre général de la vente de la force de travail. Cela s'opère également dans l'entreprise même, qui subjugué les travailleurs et travailleuses dans le cadre direct de la production.

La situation particulière de la jeunesse de la classe ouvrière en France va de pair avec la situation à chaque moment de la contradiction générale du capital et du travail. Ces deux premières décennies du XXI^e siècle se caractérisent en France par une attitude offensive du capital vis-à-vis du travail, qui

adopte une position défensive. Dans cette situation d'un mouvement ouvrier défensif, les reculs en matière de travail ont été successifs malgré quelques victoires ponctuelles. Le syndicalisme, malgré le fait d'être très affaibli par rapport à la puissance qu'il présentait dans la deuxième moitié du XXe siècle, a été assez fort pour ralentir les réformes du capital, mettant la France en retard par rapport au reste des pays impérialistes. Avec l'élection d'Emmanuel Macron en 2017, une nouvelle phase de l'offensive du capital est entamée, ce dernier montre désormais plus d'agressivité et d'autoritarisme dans les réformes dont les capitalistes ont besoin pour augmenter leurs profits. Il faut par ailleurs noter une hostilité jamais vue en France contre le syndicalisme de classe, inspirée des politiques anti-syndicales thatchériennes et reaganiennes - politiques qui ne sont autres que celles du capital dans l'ère de l'accumulation flexible.

Tout cela est la conséquence de la dépendance que subit le travail des logiques de reproduction du capital. La production capitaliste cherchant toujours le profit maximum, le capital et ses propriétaires chercheront toujours à faire pression à la baisse sur les conditions de travail, afin de diminuer autant que possible les investissements en capital variable, c'est-à-dire en baissant les salaires directs et indirects, ainsi qu'en recherchant une plus grande liberté pour ajuster le rythme du travail au rythme de la production. Les réformes entamées par le capital dans son offensive sont dirigées par cette dynamique, elles sont orientées à payer le moins possible le travailleur pour la même quantité de travail total.

La propagande bourgeoise affirme que les réformes sont des sacrifices nécessaires pour garantir l'intégrité de l'économie. Les communistes affirment que ce n'est pas un sacrifice, mais une agression : ce que les capitalistes nous ôtent ne disparaît pas, ce n'est pas une économie ; ce qu'ils nous ôtent est approprié par eux-mêmes à notre détriment. Puisque le travail est à l'origine de toute richesse, y compris le capital, et que celui-là n'utilise le travail que dans une logique parasitaire, la classe ouvrière et particulièrement sa jeunesse peut et doit réclamer tous les produits du travail pour elle.

En brisant la domination que la bourgeoisie exerce à travers son État et en socialisant les moyens de production, la classe ouvrière et sa jeunesse seront capables de s'affranchir des chaînes du capital pour en finir avec la précarité et la subalternité du salariat, et ainsi construire une logique du travail fondée sur le principe « de chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins ».

NOS MOTS D'ORDRE

- 1°) élimination du statut d'intérimaire, révision complète du statut d'emploi en alternance et augmentation du salaire des apprentis.
- 2°) salaire étudiant qui élimine le besoin pour beaucoup de jeunes de conjuguer études et travail.
- 3°) élimination du CDD et interdiction des licenciements, démission libre de la part des salariés avec indemnisation chômage complète sans conditions.
- 4°) augmentation sans contrepartie du SMIC jusqu'au minimum 1900 euros brut.
- 5°) élimination de la CSG, arrêt immédiat des réductions des cotisations patronales, rétablissement à leur plus haut niveau depuis l'après-guerre.
- 6°) interdiction immédiate de toute contrainte et condition pour le bénéfice de l'aide de retour à l'emploi dès lors que le travailleur ou la travailleuse a cotisé assez pour en recevoir.
- 7°) réduction du temps de travail réglementaire à 32h par semaine sans conséquences sur le salaire.
- 8°) interdiction du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu.

La sélection sociale, la restriction du nombre de postes dans l'enseignement, la surcharge des classes, des salles de cours et des amphithéâtres, sont des réalités quotidiennes qui affectent la jeunesse. La récente réforme de Parcoursup, proclamée partout dans les médias comme une amélioration du système post-baccalauréat, a démontré de manière exemplaire le cauchemar du modèle bourgeois de l'éducation. Parcoursup aggrave la sélection sociale et marginalise encore plus les jeunes de la classe ouvrière.

Dans le même temps, c'est le statut de fonctionnaire qui est attaqué par les réformes. Le capital a partout besoin d'une flexibilité de la main-d'oeuvre, afin de mettre à l'écart les éléments peu productifs et peu dociles. La contractualisation est donc une réponse au problème des conquêtes sociales, auxquelles le statut de fonctionnaire appartient et qui confère un certain garde-fou contre la flexibilisation de la force de travail. Ainsi, avec les réformes prévues par le gouvernement Macron - gouvernement au service direct des monopoles - le recrutement des enseignants se fera sur la base d'un « profil de poste », c'est-à-dire un recrutement comme dans une entreprise, sectorisé en fonction des établissements et sous contrat. On laisse imaginer tout ce que cela implique : discrimination au faciès et/ou aux convictions personnelles (une simple recherche sur les réseaux sociaux suffit), régulation arbitraire du temps de travail et des tâches, etc.

L'éducation c'est aussi une question financière pour les familles et pour les jeunes. Alors qu'on proclame partout que la République française permet à ses citoyens une éducation gratuite et accessible à toutes et tous, on remarque facilement que ce n'est pas le cas : le coût des transports, des fournitures scolaires et de la cantine font partie d'un coût total de l'éducation. Avec l'inflation des prix et des salaires qui n'augmentent pas ou très peu, ces coûts s'avèrent de plus en plus difficiles à supporter pour les familles, notamment dans le temps, avec des enfants qui grandissent et qui ont de plus en plus de besoins.

Dans le même temps, ce sont des zones entières qui manquent d'investissement pour assurer un enseignement de qualité et dans de meilleures conditions. En région parisienne, certains départements et communes font partie de cette périphérie et leurs établissements scolaires sont classés en ZEP (Zone Education Prioritaire). C'est ce qu'on nomme vulgairement « collèges/ lycées sensibles ». Toutefois, la tendance est à la remise en question de ce statut, ce qui signifie la fin des taux d'investissements supérieurs par rapport à

d'autres établissements, notamment ceux qui font partie des zones intégrées et fréquenté par des populations plus aisées. Ici, la coupure sociale est nette, et tend à se renforcer avec le dispositif Parcoursup, qui favorise les élèves issus des établissements renommés, même si leurs notes sont inférieures.

Parler de l'éducation, c'est aussi parler du contenu des savoirs diffusés. Ce domaine nous amène à analyser le cadre idéologique dans lequel évolue les élèves et les étudiants. Au-delà du mythe sociologique du capital culturel permettant l'élévation sociale des individus, l'éducation joue le rôle de formation des futurs travailleurs et de leur force de travail. Pour cela, il est important que le contenu idéologique de l'enseignement ne remette pas en question l'ordre social existant. Il est clair que le savoir est indispensable, que certains contenus sont universels et peuvent parfois éveiller une conscience subversive et en rupture avec l'idéologie. Toutefois, et particulièrement dans les sciences sociales comme l'histoire, la géographie, la sociologie, l'économie et la philosophie, la majorité des contenus sont orientés et présentent les problèmes humains soit de manière idéaliste, soit partiellement, soit selon un point de vue purement bourgeois. Par exemple, en géographie, on peut lire dans certains manuels que « l'Afrique s'intègre mal à la mondialisation, parce qu'elle est sous-développée, et elle ne parvient pas à sortir de son sous-développement parce qu'elle ne s'intègre pas assez à la mondialisation ». Formule toute faite qui d'une part, prend comme donnée *naturelle* la nécessaire intégration à la mondialisation et donc au capitalisme mondialisé, et d'autre part, omet l'histoire de l'Afrique qui est celle de la domination coloniale des pays occidentaux impérialistes, et que c'est le système capitaliste, fondamentalement hostile au développement des pays en marge, qui maintient l'Afrique dans cette situation.

Dans le cas de l'histoire, inutile de rappeler que des contenus sont totalement omis de l'enseignement, comme la place et les revendications du peuple lors des révolutions en France ou encore l'histoire de la Commune de Paris. D'autre part, les révolutions socialistes-communistes sont souvent présentées comme des « accidents de l'Histoire », niant alors toute caractéristique émancipatrice de ces mouvements historiques, ainsi que les conquêtes sociales qui ont été possibles par la suite. Enfin, en économie, ce sont les traits généraux de l'économie capitaliste qui sont exposés et qui doivent être répétés bêtement par les élèves, sans éveiller leur esprit critique. Le salaire est par exemple nommé « coût du travail », sans que cela pose problème, prenant ainsi la vision du patronat comme référence.

L'éducation est donc décisive pour les bourgeois : c'est un instrument pour diffuser son idéologie, notamment avec par le biais de l'Etat, dans la perspective de pérenniser sa domination par l'acceptation intégrée du système ca-

pitaliste et du mode de vie qui lui est propre. Toutefois, le secteur de l'éducation présente des contradictions notables : le capital a besoin de faire des économies et de flexibiliser la main-d'oeuvre, alors qu'un enseignement de qualité est nécessaire pour former la force de travail de demain. Par ailleurs, certaines valeurs proclamées par l'idéologie bourgeoise sont complètement contradictoires avec la réalité. On l'a vu, la gratuité de l'éducation n'est pas au rendez-vous ; l'égalité des chances est une abstraction et nombreux sont ceux et celles qui sont obligés d'alterner travail-étude et donc sacrifier du temps pour étudier ; la fraternité laisse place à la concurrence et la méfiance (parfois extrême comme en médecine), plutôt qu'à l'entraide et la coopération.

NOS MOTS D'ORDRE

1. Fin de Parcoursup et de la sélection sociale. Lutte pour un enseignement accessible à toutes et tous, sans distinction sociale.
2. Augmentation de l'investissement dans l'enseignement primaire, secondaire et supérieur : construction de nouvelles infrastructures (lycées, écoles primaires, crèches, campus universitaires) et ouverture de nouveaux postes (enseignants, instituteurs, CPE, etc.). Lutte contre la surcharge des classes, des salles de cours et des amphithéâtres.
3. Augmentation du montant des bourses universitaires sur critères sociaux.
4. Lutte contre la privatisation de l'enseignement sur le territoire, nationalisation sans indemnité des établissements privés.
5. Développement de programmes culturels gratuits pour la jeunesse et en particulier dans les quartiers ouvriers et défavorisés.

« *La grandeza de una patria no se mide por la extensión de su territorio sino por la dignidad de ser hijos* », Francisco Morazán

« *La grandeur d'une nation ne se mesure pas à son extension territoriale mais par la dignité de ses enfants* »

LE LOGEMENT

A chaque rentrée scolaire, des milliers de jeunes se posent la question du logement. Nombreux sont ceux et celles qui veulent vivre dans un logement afin d'éviter d'importants temps de transport jusqu'au lieu d'étude et/ou de travail. Trouver des annonces avec des prix abordables, contacter les agences et les propriétaires : rechercher un logement devient rapidement une prise de tête.

Le problème est loin d'être résolu puisque de nombreux critères sont imposés aux jeunes pour la location. Ainsi, de nombreux propriétaires permettent de louer en fonction de la solvabilité des potentiels jeunes locataires. Le Contrat à durée indéterminée (CDI) est souvent une condition nécessaire pour louer, or il s'avère que la plupart des jeunes sont en Contrat à durée déterminée (CDD) ou en temps partiel / intérim, notamment à cause du cumul travail-études. La possibilité de louer est donc réduite pour une grande partie des jeunes, d'autant plus que la politique des prix des loyers est souvent exorbitante. Dans les grandes villes, les loyers peuvent monter à plus de 550€ par mois – à Paris, les studios de 20 mètres carrés montent souvent à plus de 600-700€ par mois ! Même avec une bourse au logement et une Aide personnalisée au logement (APL), la plupart des étudiants doivent travailler à côté et/ou demander de l'aide à leurs parents quand c'est possible. D'autre part, même en touchant un salaire équivalent au SMIC, il est souvent difficile de s'en sortir, tant les loyers peuvent être excessifs. Il existe des cas révoltants où des propriétaires font louer un 11 mètres carrés pour plus de 400€, juste au dessus de la limite légale de location qui est de 9 mètres carrés : de vraies cages à lapin !

À cela, c'est un contexte d'austérité générale qui s'ajoute, avec une montée des prix des loyers due à la spéculation sur le marché de l'immobilier, ainsi qu'une baisse des aides financières auxquelles les APL font partie. Notons enfin que d'autres critères discriminatoires, fondés sur le racisme et l'homophobie, existent et créent des barrières à la location pour une partie des jeunes.

Que dire du secteur public de l'immobilier pour les jeunes ? Pour les étudiants, les logements CROUS manquent cruellement d'investissements étatiques. Cela fait plusieurs années que des logements attendent d'être rénovés, et la construction de nouveaux logements, de façon à répondre aux besoins de l'ensemble des jeunes en qualité et en quantité, n'est pas à l'ordre du jour. Pour les jeunes travailleurs, le secteur public de l'immobilier va être de moins en moins accessible. L'attaque contre les HLM s'articule autour de la baisse des

loyers et des APL, mesure promue comme un soulagement du porte-monnaie des ménages, mesure en réalité illusoire puisqu'elle mène à la diminution des fonds d'investissement et d'entretien des logements. D'autre part, ce sont les familles défavorisées et qui vivent dans des HLM qui vont être touchés par l'austérité, poussant alors les jeunes à travailler de plus en plus tôt pour aider à payer le loyer et les factures.

L'argumentaire bourgeois se compose généralement autour du contexte de crise et du nécessaire sacrifice des travailleurs. Ainsi, lorsque la mesure de la baisse de 5€ sur les APL des jeunes a été annoncée et mise en place, les médias ont véhiculé massivement l'idée que cette somme était minuscule et que les étudiants peuvent « se serrer la ceinture ». Mais qu'en est-il des cadeaux fiscaux faits au patronat, des interventions militaires au Moyen-Orient et de la rénovation de la vaisselle de l'Élysée, alors qu'on nous ramène en permanence les mêmes arguments typiques de l'austérité ? Il est donc clair que rien n'est fait pour que l'ensemble des jeunes puisse trouver un logement décent et abordable en matière de prix. Plus précisément, c'est tout le système capitaliste qui ne répond pas à nos besoins et qui pousse aujourd'hui de plus en plus d'individus vers la précarité et la misère.

NOS MOTS D'ORDRE

1. Développement du parc immobilier via la construction de nouveaux logements sociaux et de logements CROUS, avec des équipements adaptés aux besoins des jeunes (internet gratuit, salles de sport, laverie, etc.).
2. Réquisition des logements vides, expropriation des propriétaires qui appliquent des loyers abusifs.
3. Augmentation immédiate des APL, lutte contre toute tentative de baisser les aides sociales.
4. Augmentation immédiate des bourses pour le logement.
5. Gel du prix des loyers.

LA SANTÉ

Parmi les frais quotidiens, la santé occupe une place significative, tout en révélant une réalité nettement contrastée. En effet, beaucoup de jeunes vivent dans une précarité sanitaire. Le peu de moyens financiers causé par l'importance des autres frais, engendre un manque de soins. L'exemple des lunettes est typique : les frais sont excessifs et il faut une bonne mutuelle pour couvrir les frais. Or payer une bonne mutuelle n'est pas à la portée de la plupart des jeunes, puisque les prix sont en général élevés.

Dans un cadre plus large, nous pouvons constater que la sécurité sociale est aujourd'hui remise en question. Elle ne couvre pas assez les frais des soins et le manque d'investissement étatique dans le domaine de la santé est significatif. En effet, l'austérité générale se traduit par des coupes budgétaires et des restrictions de postes, engendrant surcharges des hôpitaux et des services sanitaires (plusieurs mois d'attente pour obtenir un rendez-vous, selon les secteurs). De plus, le système de santé est un système libéral, où les médecins n'ont aucune obligation de soigner les individus si ce n'est en échange d'une contrepartie monétaire. Dans un monde où la santé devient une marchandise et non un droit humain, la jeunesse est la première touchée et les conséquences sont parfois désastreuses.

Aussi, il semble important de poser la question de la qualité de vie. L'obésité, le surpoids, la malbouffe et la sous-nutrition sont des réalités que vivent les jeunes au quotidien, particulièrement dans les grandes villes. Le capitalisme se vit aussi dans nos assiettes : l'addiction au sucre et à la graisse s'opère via la consommation des produits les moins chers, de moins bonne qualité et nocifs pour la santé. Face à cela, des tentatives de produire autrement s'organisent, notamment dans le cadre du bio, mais sont finalement peu accessibles aux populations défavorisées.

La question de la santé, c'est aussi la question des codes imposés par la société capitaliste, particulièrement via le culte de la minceur et/ou du « fit game ». Cela passe beaucoup par la publicité, les vêtements et les modèles que l'on voit quotidiennement dans les médias. Ces codes sont des injonctions esthétiques, ils incitent les individus à se calquer sur des modèles plutôt que de suivre leurs choix et d'adopter un mode de vie équilibré. Et ces codes s'imposent plus facilement dans la jeunesse, où les nouvelles technologies jouent un rôle essentiel. Par ailleurs, on notera que ces canons sont souvent mal imités, engendrant alors des problèmes de santé, notamment l'anorexie. L'exemple du

phénomène « thigh gap » (« écart entre les cuisses) avait poussé les jeunes filles à suivre un régime alimentaire extrême ou à avoir recours à la chirurgie plastique. Ainsi, le sentiment de mal-être chez les jeunes individus (« je suis trop gros / pas assez musclé / pas assez fin ») trouve ses sources dans le fétichisme de la marchandise : l'objectif de se construire une image sociale via la consommation des marchandises (salle de sport, vêtements, etc.), dans la perspective de montrer sa valeur à la société, est en réalité une illusion et le reflet de son aliénation au système capitaliste.

Enfin, dans une autre mesure, nous pouvons observer un phénomène typique de nos sociétés contemporaines qui est celui du stress et de la dépression chez les jeunes. Ces maladies, causées par la pression sociale, peut provoquer une dégradation de la santé et de la qualité de vie, et pousse parfois certains jeunes au suicide. Cette pression trouve ses racines dans les grandes questions économiques et sociales qui sont quotidiennement présentes dans la vie des jeunes : « vais-je réussir ma vie ? ». Il est clair que l'instabilité provoquée par le système capitaliste (chômage structurel, risque de licenciements, exploitation et pressions au travail, guerres et terrorisme) joue un rôle important dans le mental des jeunes.

Pour nous, la question d'une société qui répond à nos besoins en santé, tant quantitatifs que qualitatifs, avec un style de vie plus sain et où l'on mange des produits de qualité, est fondamentale à notre projet politique.

NOS MOTS D'ORDRE

1. Soins médicaux gratuits pour l'ensemble des jeunes étudiants et travailleurs.
2. Fin de la privatisation des soins et des brevets.
3. Fin de la libéralisation de la médecine et renforcement-développement du secteur public : construction de nouveaux hôpitaux publics et ouverture de postes dans la santé publique.

LES TRANSPORTS

Dans le budget des jeunes, les transports représentent une partie considérable, en particulier dans les grandes villes. À Lyon et Rennes, le prix annuel des transports en commun est d'environ 330€, 300€ à Lille, 280€ à Nantes et 230€ à Bordeaux ... tout ceci seulement pour les étudiants ! Pour la région parisienne, on peut compter 350€ avec un tarif étudiant, ce qui constitue le tarif le plus cher de toute la France[1]. Ainsi, nous pouvons constater des disparités du prix des transports en commun sur le territoire français. Disparités qui sont liées en partie au degré de développement des infrastructures et de l'intensité des flux économiques, rappelant en arrière-plan une division entre ville et campagne qui est une caractéristique du système capitaliste.

Pourtant, bien que les prix soient élevés pour les étudiants et les travailleurs (souvent le double du tarif étudiant), les transports en commun en France ne constituent pas une avant-garde. Dans les grandes villes, la saturation et les problèmes sont nombreux, rendant le trajet souvent pénible voire insupportable. Par ailleurs, si le temps de transport moyen peut avoisiner les 30 minutes dans la plupart des cas, certains espaces sont très peu desservis par les transports et le temps de trajet peut atteindre les 50 minutes voire l'heure. Encore une fois, et même dans des espaces urbains, la division entre ville et campagne se ressent dans la question des transports. Dans la grande couronne de la région parisienne, au quotidien, le trajet total en transports en commun dépasse souvent les 2 heures, sans prendre en compte la saturation et les problèmes. Dans les espaces ruraux en périphérie, les individus doivent souvent faire plusieurs kilomètres pour se rendre dans des lieux quotidiens (médecin, centre commercial, cinéma, centre d'étude, travail, etc.). On comprend donc que le moral des jeunes peut être sapé par cette situation pénible, mais pourtant nécessaire pour aller étudier, travailler, se soigner, etc. Ces multiples facteurs – la pénibilité des transports en commun et l'existence d'espaces en périphérie – poussent ainsi une bonne partie des jeunes à investir dans un moyen de transport individuel motorisé (voiture, scooter, etc.). Toutefois, la saturation des routes, avec pour exemple phare le boulevard périphérique de Paris, augmente le temps de trajet et la pénibilité morale due au stress, mais aussi la pollution urbaine et la dégradation de l'environnement. L'industrie automobile étant un marché fructueux pour les capitalistes, des transports en commun peu développés et en mauvais état ne semblent pas représenter un problème majeur.

La question des transports, c'est aussi celle des vacances. Comment fait-on pour aller en vacances, dans un espace rural où les transports se font rares

et qu'on ne détient pas le permis de conduire ? Et si l'on détient ce dernier, comment peut-on louer un véhicule avec un revenu faible, notamment chez les étudiants et les jeunes travailleurs précaires ? D'autre part, comment peut-on se rendre rapidement et aisément (techniquement et financièrement) d'un point A à un point B, lorsque les prix des transports, tels que le train et l'avion, sont inaccessibles pour un jeune à faibles revenus ? On observe donc que la question des transports possède un rôle important dans l'organisation sociale de la vie quotidienne des jeunes.

Dans un contexte d'austérité et de remise en question du transport public, les jeunes sont encore une fois en première ligne. Avec une privatisation qui arrive à grande vitesse, des prix qui vont augmenter et un service qui va se dégrader avec la concurrence (payer moins cher une ligne de moins bonne qualité), la vie des jeunes sera plus difficile et pénible. Partir en vacances, pour un faible budget, pourrait devenir quasiment impossible.

La question de l'autopartage ou du vélo-partage, bien que ne donnant pas de réponse sur le long terme, a pour mérite de poser les bases de ce que doit être l'organisation nouvelle du transport : des services locaux et durables d'un point de vue environnemental, constitués de moyens de transports individuels socialisés, tous reliés par des moyens de transports en communs socialisés. L'exemple de la fin d'Autolib est édifiant dans ce sens, puisqu'il a montré l'insuffisance du service en termes de qualité et de quantité, ainsi qu'une mauvaise organisation de l'espace. Par ailleurs, et c'est le point fondamental de cette affaire, il a révélé l'approche capitaliste de la question des transports, c'est-à-dire celle de ne pas considérer les besoins des individus comme prioritaires, mais secondaires par rapport à la question du profit et de la rentabilité. Tant que le système capitaliste existera, la saturation et la pénibilité des transports, mais aussi les espaces périphériques et la dégradation de l'environnement poseront des problèmes à toutes et tous, avec une jeunesse sacrifiée en première ligne.

NOS MOTS D'ORDRE

1. Nationalisation complète des transports et des entreprises fabricantes d'infrastructures et de moyens de transport.
2. Développement des chemins de fer et frein à la construction de nouvelles routes et autoroutes.

3. Remboursement complet du titre de transport par l'entreprise.
4. Gel puis diminution des prix des transports, aller vers la gratuité des transports en commun dans les grandes villes.
5. Développement de services d'autopartage et de vélo-partage publics, en lien avec le renforcement des transports en commun à l'échelle nationale.

[1] Les chiffres précis sont consultables dans le rapport de l'UNEF : <http://unef.fr/wp-content/uploads/2018/08/Enqu%C3%AAtre-sur-le-co%C3%BBt-de-la-vie-%C3%A9tudiante-2018-.pdf>

Toutefois, l'UNEF semble sous-estimer le prix du transport parisien, qui s'élève en réalité à 350€ en comptant les frais de charge, différence de 8€ annuels avec le tarif évoqué dans le rapport du syndicat.



LES LOISIRS : CULTURE, SPORT, TEMPS LIBRE

Un enfant sur trois et un adulte sur deux ne partent pas en vacances : tels sont les chiffres donnés par le Secours Populaire Français. Des chiffres qui, si l'on prend compte l'impact de l'austérité générale et l'aggravation de la crise du capitalisme, risquent de croître avec le temps. Ainsi, l'accès aux vacances n'est pas le même selon les conditions économiques et sociales des individus. Un article de l'Observatoire des inégalités indique que « les riches sont deux fois plus nombreux à partir en vacances que les pauvres ». Dans un cadre plus large, ce sont les loisirs qui ne sont pas accessibles à tout le monde. Comment un ou une jeune étudiante peut-il/elle partir en vacances lorsque ses moyens financiers dépendent en grande partie d'une bourse ou d'un temps partiel ? Comment un ou une jeune travailleur/se peut-il/elle se permettre, en tenant compte de son faible salaire en début de carrière et/ou de la situation précaire dans laquelle il/elle se trouve, de partir en vacances au moins une fois dans l'année ? Pour beaucoup de jeunes, la question des vacances en été se résume à un travail saisonnier pour financer son année d'étude ; pour d'autres, la question des vacances ne se pose même pas, tant les prix du logement, des transports, de la santé et autres frais quotidiens laissent-ils peu de place pour l'épargne, d'autant plus que les aides vacances accordées ne sont généralement pas suffisantes (limite de 150€ avec l'Agence Nationale pour les Chèques-Vacances, via le site depart1825.com).

Les loisirs c'est aussi la question du divertissement : notre société est une société de divertissement. Avec la suprématie des nouvelles technologies, cet aspect économique et social fait partie intégrante de la vie des jeunes. Cela passe essentiellement par les smartphones, la télévision et les ordinateurs. Il s'avère que, dans un double mouvement, les capitalistes trouvent leur compte dans les nouvelles technologies. Leur diffusion massive dans la jeunesse est, d'une part, une source de profits immense et, d'autre part, un levier de diversion des problèmes quotidiens, permettant dans une certaine mesure de contrer toute forme de développement de l'esprit critique et de la conscience politique. Les jeux vidéo, les séries, les applications, les objets connectés et les émissions télévisées font partie d'une gamme qui assure l'hégémonie économique, idéologique et culturelle de la bourgeoisie sur l'ensemble de la jeunesse populaire. Par ces biais, se développent des sous-cultures de masse : l'exemple de la culture voyeuriste est caractéristique, plus massivement développée puis entretenue par les émissions de télé-réalité et des applications comme Snapchat. Dans une certaine mesure, le culte des personnalités et la promotion de l'individualisme

sont sous-jacentes à ces phénomènes. Enfin, les nouvelles technologies sont souvent mal maîtrisées et leur diffusion ont permis la propagation des théories du complot et des fake news, véritable sous-culture alimentée par internet. Causée par le manque de rigueur scientifique et d'esprit critique, cette propagation sert objectivement les intérêts des bourgeois pour diviser la jeunesse. Il est notable que ces derniers ne cherchent pas à lutter contre ces théories, la loi sur les fake news sert à mettre dans le même panier ceux qui promeuvent des idées anti-scientifiques et ceux qui contestent le pouvoir politique et la domination des monopoles. Pire, la législation en vigueur sur les fake news ne fait qu'accentuer la croyance dans ces idées anti-scientifiques par procédé de victimisation.

Toutefois, il faut s'épargner d'une possible prise de position primitiviste anti-internet. Le problème n'est pas les nouvelles technologies en soi, mais bien qui détient les moyens techniques de conception et de fabrication, les réseaux, les infrastructures, les moyens d'entretien et les brevets. Il s'avère qu'aujourd'hui, ce sont les capitalistes qui détiennent tout cela et qui en jouissent pour imposer leur domination à tous les niveaux. Pour rendre la pleine liberté des échanges entre les individus, sans abrutissement et sans limites économiques et sociales, il est donc nécessaire que ces moyens de communication deviennent socialisés, collectivisés et contrôlés par le peuple-travailleur.

Il semble par ailleurs nécessaire d'aborder la question du sport puisqu'elle est reliée à la question des loisirs. En effet, le sport est aujourd'hui plus que jamais un moyen pour les capitalistes d'engendrer des profits. Entre l'organisation des grands événements sportifs (JO, Coupe du Monde, etc.), les droits de diffusion, l'érotisation du sport (l'image extérieure de la pratique créée par des équipements non nécessaires), les scandales de corruption ou encore la question de la propriété des clubs, le sport revêt d'un caractère marchand et consumériste, type de la société capitaliste contemporaine. Par ailleurs, la promotion de l'individualisme et d'illusions de type « self made man/woman » détourne la jeunesse des valeurs essentielles du sport liées au temps de loisirs et au bien-être moral et physique des individus sans contraintes économiques (professionnalisation, accès inégalitaire, équipements excessifs et coûteux). Ainsi, beaucoup de jeunes ont l'espoir de devenir, un jour, les meilleurs, et signent des contrats salariaux parfois honteux quant aux conditions de travail et à la rémunération. Enfin, le sport médiatisé joue un rôle de frein dans le développement de la conscience politique, particulièrement chez les jeunes, et ce, de plus en plus tôt. Le football est l'exemple le plus flagrant : ce sont des milliers de jeunes qui suivent les matchs, les transferts et les affaires médiatiques, sans avoir conscience que cela profite aux monopoles, qui utilisent le football comme source de profits et moyen de diversion des problèmes quo-

tidiens. Dans sa médiatisation, le football est accaparé par de grandes chaînes télévisées telles que BeIN Sports et RMC Sports. Ces dernières n'hésitent pas à appliquer des abonnements qui séparent la diffusion des ligues. Ce principe « à la carte » se fait au détriment des téléspectateurs qui doivent souvent déboursier plus de 80 euros par mois s'ils veulent regarder tous les matchs de football, ainsi que la diffusion des autres tournois sportifs (tennis, etc.).

Le sport n'est donc pas un problème en soi, ni même la mobilisation populaire qui s'effectue derrière, tant dans la pratique que dans le visionnage du sport. Comme pour la question des loisirs et des nouvelles technologies, ce qu'il faut dénoncer c'est la récupération économique et idéologique faite par la bourgeoisie, cette classe sociale qui ne pense qu'aux profits et à pérenniser sa domination.

NOS MOTS D'ORDRE

1. Extension de l'aide vacances à l'ensemble des jeunes étudiants et jeunes travailleurs. Augmentation du montant de cette aide à un minimum de 50% du prix du séjour (prix des transports inclus).
2. Systématisation et augmentation du montant des aides destinées aux jeunes pour l'accès au sport.
3. Développement d'infrastructures sportives collectives et gratuites dans les quartiers populaires et défavorisés.

QUESTIONS TRANSVERSALES

★ LA GUERRE ET LA PAIX

La guerre fait partie de notre quotidien. Chaque jour devient un peu plus dangereux et le risque qu'un conflit général éclate augmente. Il s'agit d'une question importante et elle préoccupe beaucoup de jeunes : quel avenir allons-nous vivre ?

Alors que les pays impérialistes comme la France multiplient les interventions militaires dans le monde, des coupes budgétaires s'opèrent dans l'ensemble des secteurs de la société. En France, le gouvernement Macron a le projet d'augmenter le budget de la Défense de plusieurs milliards d'ici 2022, alors que les besoins urgents des individus ne sont pas assurés. Assurément, on nous explique que c'est pour l'« *intérêt de la nation* », pour « *notre sécurité* » et pour « *combattre et se protéger des régimes non-démocratiques* », par conséquent les sacrifices en matière de santé et de logement seraient légitimes et utiles.

En plus d'accroître la misère, les bourgeois n'hésitent pas à faire leur profit dessus. L'armée n'hésite pas à déployer sa propagande chez les jeunes, et cette dernière est particulièrement fonctionnelle chez les jeunes issus des couches défavorisées, en quête d'une source rémunératrice et d'un trampoline pour l'avenir. Avec le cauchemar de Parcoursup, il est certain qu'une partie des jeunes va se tourner vers l'armée française, dans l'espoir d'éviter la précarité et le chômage. Toutefois, l'armée est un instrument de l'Etat bourgeois français, qui lui-même est au service des monopoles. L'armée française n'est donc en rien une solution pour les jeunes, car s'y enrôler c'est servir ceux qui nous imposent la précarité et la misère, qui provoquent la guerre et qui font du profit dessus. Pire, c'est donner sa vie pour une cause qui n'est pas la nôtre, c'est servir de chair à canon et accroître la souffrance des peuples dans le monde.

Beaucoup sont celles et ceux qui se déclarent pacifistes. Mais sa-

vons-nous toutes et tous quelles sont les causes de la guerre, et quels sont les moyens de préserver la paix ? Les guerres sont-elles toutes justes ? L'exemple récent de la guerre en Syrie doit éveiller notre esprit critique concernant la guerre menée par notre pays. En effet, ce sont des parts de marché que des Etats se disputent. La région, riche en ressources (gaz) et en réseaux de communication et d'échange, est sujette à la convoitise d'Etats impérialistes tels que la Russie, les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne, qui se sont opposés un temps par factions interposées. Les récentes interventions contre la Syrie laissent présager que le risque d'un conflit généralisé existe. Cet exemple montre bien que les guerres menées par les Etats bourgeois trouvent leur source dans le système capitaliste, dans la recherche maximale de profits et l'obtention du leadership en terme de parts de marché. Il démontre aussi que l'Etat bourgeois n'est pas neutre et qu'il sert d'instrument aux monopoles. Par conséquent, ces guerres impérialistes ne sont pas justes, et elles ne servent en aucun cas les intérêts de la classe ouvrière et de sa jeunesse.

Les jeunes de la classe ouvrière n'ont aucun intérêt à s'engager dans l'armée du capital. La guerre profite aux capitalistes, pas à la jeunesse. La lutte pour la paix est nécessaire pour un avenir meilleur : il est urgent de montrer que le système capitaliste est à bout de souffle, qu'il accroît la misère et l'oppression des peuples, et qu'il menace la vie sur terre d'une guerre généralisée. La question de la paix est donc fondamentalement liée à la question d'une autre société, celle qui répondra aux besoins des individus et qui fera la promotion de la solidarité et la fraternité internationale entre les peuples.

L'ENVIRONNEMENT

La question environnementale est une question urgente. Chaque semaine, de nombreux scientifiques et Organisations non gouvernementales (ONG) alertent sur la voie suivie par nos sociétés contemporaines : celle de la destruction de l'environnement et des écosystèmes. Or sans cadre de vie sain et fonctionnel, comment pérenniser la vie sur terre ? C'est donc notre avenir qui est en jeu.

Pourtant, la question est loin d'être réglée. Malgré les constats alarmants, les gouvernements sont incapables d'effectuer la « transition écologique », c'est-à-dire de passer des énergies fossiles non renouvelables aux énergies vertes renouvelables. Pourquoi ? Est-ce principalement du à un manque de volonté de la part des politiques ? En réalité, il s'avère que les intérêts des monopoles capitalistes et de leurs profits passent avant la question écologique. Puisque abandonner les énergies fossiles, c'est abandonner la grande majorité du secteur de l'automobile ou encore le secteur du nucléaire, et avec eux les profits qu'ils dégagent. Car c'est le moteur même du système capitaliste : engranger des profits au détriment de l'environnement et maximiser les rendements sans penser au long terme (agriculture intensive).

Mais cette « transition écologique » est-elle seulement possible ? L'idée du capitalisme vert n'est qu'une illusion pour détourner les individus du vrai combat. D'une part, il est impossible d'aboutir à un capitalisme régulé, puisque la course au profits est fondamentalement contradictoire au respect de l'environnement ; d'autre part, si on admet l'aboutissement de cette tentative de « peindre le capitalisme en vert », il ne s'agira que d'un masque couvrant l'exploitation des travailleurs, peut-être même dans de pires conditions qu'auparavant.

De plus, il faut souligner que les bourgeois utilisent la question écologique pour responsabiliser les travailleurs et donc reposer la faute sur ces derniers. Il faut ainsi limiter ses déplacements en voiture, limiter sa consommation d'électricité et d'eau, faire le tri, etc. Certains activistes écologistes fixent la priorité sur la transition écologique personnelle, c'est-à-dire manger bio et consommer équitable, favoriser les circuits courts : changer sa manière de consommer, en somme. Bien que certaines actions quotidiennes doivent être menées par bon sens, et dans la limite du possible, leur promotion dans l'espace politique n'est autre qu'une dépolitisation de la question environnementale. Il s'agit soit d'une conception réformiste et libérale du problème, soit d'une conception ré-

actionnaire qui sert les intérêts des monopoles. Ajoutons que certaines priorités ne sont pas accessibles pour une partie de la population : comment peut-on manger entièrement bio lorsque son budget est serré ?

Face à un problème grandissant, les solutions partielles, sectorielles et de court-terme ne peuvent pas déboucher sur une solution durable et à grande échelle, permettant à la fois un développement durable, une exploitation juste, harmonieuse et non-abusive de l'environnement, ainsi qu'une prise de conscience et un changement général du mode de vie de l'ensemble des individus. En effet, il est impossible qu'une éducation à l'écologie puisse être dominante dans une société où les infrastructures elles-mêmes répondent à la logique des profits et participent à la destruction de l'environnement. La question n'est donc pas celle de changer de consommation, mais bien de changer de système de production et d'échange : planifier la production selon les besoins des individus, en accord avec les ressources disponibles sur terre et sans porter préjudices aux écosystèmes. La question environnementale, c'est donc celle du renversement du système capitaliste, meurtrier et menace de toute vie sur terre.

Oui une alternative est possible ! À Cuba, le régime socialiste est pensé pour garantir une indépendance alimentaire à la population, et ce, sur le long terme. Alors que Cuba socialiste a abandonné les pesticides dans les années 1990, la population des abeilles est en pleine expansion, pendant que les pesticides ravageurs de l'agriculture intensive tuent les abeilles partout dans le monde. Ainsi, le miel biologique cubain est le quatrième produit d'exportation et de meilleure qualité que la plupart des miels ! Il est donc bien possible de se passer de l'agriculture business et intensive, dans le cadre de rapports de production différents qui pensent en priorité aux besoins des individus. D'autre part, la construction de nouvelles infrastructures s'opère avec le consentement de la communauté scientifique, renseignée sur l'impact qu'aura tel ou tel projet sur l'environnement local et global. L'expérience des Cubains doit donc nous donner matière à réfléchir sur la société de demain.

STRATÉGIE DE L'UJC

RENFORCER LA JEUNESSE COMMUNISTE CHEZ LES JEUNES TRAVAILLEURS

UNE STRATÉGIE RÉVOLUTIONNAIRE D'AVANT-GARDE

L'Union de la Jeunesse Communiste est une organisation marxiste-léniniste. De ce fait, nous affirmons que le capitalisme est responsable de la division des sociétés en classes distinctes. D'un côté, la classe bourgeoise détient les moyens de production (instruments et infrastructures pour la production de marchandises et services), de l'autre, une classe ouvrière qui ne détient que sa force de travail (sa capacité physique et psychologique de réaliser un travail productif). La première exploite la deuxième en échange d'un salaire qui n'est qu'une partie de la valeur produite. Le reste de la valeur est appropriée par le patron, qui s'enrichit d'un travail qu'il n'a pas réalisé. De cette exploitation fondamentale découlent les diverses discriminations que la classe ouvrière subit : la discrimination par sexe, ethnie, orientation sexuelle, etc. Discriminations qui sont applicables à la classe ouvrière pour assurer à la bourgeoisie des conditions optimales pour l'exploiter et la dominer, mais dont la classe bourgeoise s'est affranchie précisément car elle est en position de domination de classe.

En étudiant l'histoire du capitalisme et de la lutte de classes, il n'y a qu'une solution à cette situation : la révolution socialiste. Nous considérons cette révolution comme le mouvement qui socialisera les moyens de production, actuellement propriété privée des capitalistes, afin d'éliminer l'emprise du capital sur la production et l'économie, qui s'étend également à tous les domaines de la vie sociale. En faisant nôtre l'expérience révolutionnaire historique du prolétariat condensée dans la théorie léniniste, nous agissons pour l'établissement d'une avant-garde politique commune à tous les mouvements qui expriment les intérêts de classe de la classe ouvrière : le Parti Communiste. Ce dernier est voué à devenir l'organisation politique des ouvriers et ouvrières les plus avancés. Ses militants sont théoriquement conscients des enjeux profonds de l'exploitation capitaliste et du besoin de sa suppression. Ils sont de même impliqués dans les

mouvements politiques de la classe ouvrière, où ils travaillent pour leur renforcement qualitatif et quantitatif et où ils doivent devenir des référents pour le reste des militants, en vue de démontrer le besoin du renversement révolutionnaire du capitalisme et de la socialisation des moyens de production.

L'avant-garde s'exerce en deux temps : si le Parti Communiste est l'avant-garde de la classe ouvrière, cette dernière l'est vis-à-vis de toutes les autres couches sociales opprimées et exploitées par le capital : petit-bourgeois et petits propriétaires paysans. Le mouvement révolutionnaire, composé de tous les mouvements qui agissent pour leur affranchissement de l'oppression du capital, devra détruire la dictature de la classe capitaliste exercée par l'État bourgeois et instaurer sous la direction de la classe ouvrière, elle même dirigée par le Parti Communiste, l'État socialiste et la dictature du prolétariat. La fonction du Parti Communiste est de centraliser la direction de tout le mouvement vers cet objectif ultime. Et il le fait grâce à ses militants, qui font partie intégrale de ce mouvement et qui agissent en son sein comme les « branches » conscientes du Parti et de sa direction, en y indiquant à chaque moment les tâches à accomplir pour atteindre l'objectif révolutionnaire. De son côté, la Jeunesse Communiste assume la fonction d'organiser la jeunesse ouvrière dans ce même sens, avec l'objectif ajouté de servir d'organisation de formation des futurs militants du Parti Communiste dans la lutte immédiate et future de la classe ouvrière contre le capital.

UNE STRATÉGIE DE CLASSE : LE TOURNANT OUVRIER

Dans son congrès fondateur, le Parti Communiste Révolutionnaire de France (PCRF) a défini sa ligne de « classe contre classe ». Ce qui veut dire que nous refusons la ligne de la social-démocratie et des résidus actuels du mouvement communiste historique en France ; et notamment le PCF qui a sombré dans l'éclectisme, dans la négation du rôle des structures politiques et syndicales propres à classe ouvrière, dans l'électoratisme et les alliances à droite et à gauche avec des mouvements « progressistes », dans l'optique de gérer le capitalisme au lieu de le détruire. La politique réelle est ainsi confondue avec le jeu parlementaire : la seule chose qui caractérise un mouvement ou un parti est la quantité de ses militants et l'orientation dans l'échiquier politique pour produire une « revendication », qui triomphera si la somme des parties est assez abondante quantitativement. Or la politique est loin de fonctionner ainsi. Elle est fondamentalement un rapport de forces matériel, ce qui veut dire un rapport de forces intégral, résultant de l'addition de toutes les composantes agissant politiquement dans l'ensemble de la société. Des composantes agissant réellement sur les rapports sociaux et économiques à travers différents

moyens et dans diverses sphères. D'un secteur précis à un secteur plus large, qui s'appuie sur le premier. Nous ne pouvons pas songer à remporter des victoires larges si elles ne sont pas appuyées sur la capacité d'emporter des milliers de petites victoires. Nous ne pouvons pas songer à de larges grèves générales si nous ne sommes pas en condition d'organiser des grèves dans chaque entreprise.

La contradiction capital-travail

Si notre stratégie se définit par « classe contre classe », c'est tout simplement parce qu'il existe une réalité essentielle de la lutte de classes ignorée par les sociaux-démocrates et oubliée par le PCF devenu allié du capital contre la classe ouvrière : la contradiction capital-travail. Globalement, il s'agit de l'état, à un moment donné du rapport intégral et organique, politique et économique entre la classe ouvrière et la classe bourgeoise. La seule base de cette contradiction est la réalisation et la pérennisation de l'exploitation du travail par le capital, pour la production de marchandises et services et l'enrichissement des capitalistes, à travers l'aliénation du travail infligée par ces derniers à la classe ouvrière.

Ce rapport est intégral parce qu'il comprend tous les domaines où le capital et le travail se mettent en relation, de chaque contrat de travail individuel aux conventions collectives, des actions hebdomadaires du petit syndicat d'une Union Locale aux hautes structures de l'État où sont rédigées les ordonnances réactionnaires. Et il est organique car ce rapport est déterminé non pas par des opinions, des idées, des messages ou des revendications, mais par la puissance quantitative et qualitative de l'action des organisations propres au capital ou au travail dans tous les domaines, par tous les moyens, au sein de toutes les sphères de la société.

Il s'agit d'une réalité qui ne peut pas être perçue dans son ensemble sans les outils théoriques du marxisme-léninisme, mais dont nous souffrons jour après jour dans nos boîtes et nos centres d'études, dans notre quotidien, les transports, le logement, les loisirs, etc. Même si on subit cette réalité à chaque moment de nos vies, on ne peut pas la voir dans chacune des situations particulières qui la composent. Il n'est pas toujours évident pour tout le monde de voir le lien entre ses conditions de travail et ses conditions de vie ; entre son salaire et les tâches qui lui sont imposées et les ordonnances gouvernementales. Mais on peut réaliser, par abstraction, par un « détour théorique », des analyses générales sur son état à chaque moment et orienter l'action de notre organisation en fonction des conclusions.

Ces deux réalités, la politique et l'économique, interagissent entre elles. Par exemple, on peut dire qu'aujourd'hui ce rapport est, en France, plus avantageux pour le capital, qui arrive à augmenter l'exploitation qu'il inflige à la classe ouvrière en la précarisant, en la poussant vers le chômage et la misère. Et cela car les organisations politiques et syndicales de la classe ouvrière ont été dans une certaine mesure désarticulées, et ne sont pas capables de tenir tête aux organisations bourgeoises dans le domaine politique. Par contre, ce rapport était plus avantageux pour le travail dans l'après-guerre, où la puissance politique des organisations ouvrières, notamment le PCF et la CGT, a permis à notre classe d'obliger le patronat à accepter la création de la sécurité sociale, du statut des fonctionnaires, des cotisations patronales, etc. Et cela n'a pas été permis par la démocratie formelle bourgeoise, qui a servi au plus comme le cadre institutionnel à travers lequel ces réformes ont été réalisées ; mais principalement par la pression politique extraordinaire que la classe ouvrière, à travers les organisations qui lui sont propres, a pu exercer sur la bourgeoisie sous la menace d'un renversement révolutionnaire du capitalisme.

La politique de la classe ouvrière

Une des très nombreuses erreurs actuelles de la social-démocratie (France Insoumise, NPA et autres) et du PCF réformiste, outre leur vocation à être la patte gauche de la bourgeoisie, est de penser qu'une simple somme quantitative d'organisations politiques peut représenter une force capable de faire réellement face au capital. Voilà la fétichisation du jeu parlementaire déjà avancée par les révisionnistes du début du 20e siècle : « le but final [la révolution] n'est rien, le mouvement [la somme des parties] est tout » (Edouard Bernstein). Comme dans le parlement, les réformistes d'aujourd'hui fantasment de rassembler le plus d'adhérents possibles, dans l'espoir que leur quantité les fera gagner. Mais de la même façon que le parlement n'est, dans la dictature capitaliste, qu'un écran qui cache la gestion oligarchique des affaires du capital par des moyens d'actions variés, dans différents domaines et avec des effets concrets, l'action de la classe ouvrière ne peut être confiée à la simple addition de « personnes » dans l'abstrait. Conséquence de notre parti pris pour la mobilisation dans le rapport organique entre le capital et le travail, nous refusons l'alliance détachée de ce rapport avec des organisations réformistes comme le PCF, la FI ou le NPA.

Premièrement, parce que ces organisations ne cherchent pas à briser l'État bourgeois, dont elles sont la patte gauche. Et deuxièmement, parce qu'elles mettent en œuvre des stratégies et des méthodes d'action qui ne prennent pas

en compte le rapport organique de forces entre le capital et le travail. De ce fait chaque initiative qu'elles pourraient développer en faveur du travail (toujours des initiatives réformistes et non révolutionnaires) seront vouées à l'échec. L'« unité nationale » que certains prônent avec des partis réformistes n'a pas de sens révolutionnaire, entre autres, car elle est faite en dehors des éléments essentiels de ce rapport de forces.

La politique de la classe ouvrière n'est pas celle des députés, des idéologies abstraites de toute pratique, des politiciens « de gauche » employant les moyens de n'importe quel politicien bourgeois, des appels à manifestations et à voter pour des partis ou coalitions réformistes. La politique de la classe ouvrière doit être solidement fondée sur chaque syndicat d'entreprise mobilisé pour une hausse des salaires, contre les fermetures, contre les humiliations : en somme, pour des victoires dans les centres de travail. Ces mêmes militants qui se mobiliseront en solidarité internationaliste de classe contre les agressions que l'impérialisme inflige aux peuples dans le monde. Les mêmes aussi qui lutteront chaque jour contre la discrimination des femmes salariées dans les centres de travail et d'études et dans l'ensemble des sphères de la société. Si nous sommes capables de multiplier et d'organiser ce militantisme quotidien, nous serons en mesure d'organiser des luttes de plus grande ampleur.

À la lumière de la contradiction capital-travail, la classe ouvrière doit être comprise non pas comme un ensemble d'organisations politiques, mais comme une totalité composée de millions de composantes, de situations particulières, qui donnent une résultante, une seule force qui a des caractéristiques générales et dont on peut tirer des analyses pour la faire avancer. Ces composantes sont de la contestation organisée au capital, mais aussi de la soumission ou de la résignation face à l'oppression capitaliste. Et elles ne sont pas que politiques mais aussi économiques : elles rendent aussi compte du quotidien de l'exploitation, de l'appauvrissement et la galère, de la soumission à un patron qui est patron grâce à l'État bourgeois qui lui garantit sa propriété privée ; mais aussi de l'aristocratie ouvrière et des profits que ses membres tirent de leur rapport au capital. Elles sont aussi la discrimination des travailleurs et travailleuses selon leur sexe, leurs origines, leurs orientations sexuelles ; de l'accès inégal aux biens et services, aux transports, au logement, à la santé, etc. Bref, de la totalité de la condition ouvrière en soi, des déterminations de la vie des ouvriers à cause du fait qu'ils sont ouvriers. Mais bien sûr, si en tant que communistes notre objectif principal est de briser la production économique capitaliste et la dictature de la bourgeoisie en tant que classe dominante, nous devons sélectionner dans notre analyse les parties de cette résultante qui les déterminent.

Un syndicat dans chaque entreprise, une association étudiante dans chaque centre d'étude

Nous devons sortir des analyses et des positions qui tendent à atomiser la condition ouvrière, à mettre chaque situation dans des cases indépendantes. Il faut commencer à voir l'interdépendance des composantes pour réaliser une analyse intégrale de la condition ouvrière, en trouvant la cause ultime que ces déterminations ont dans la sphère productive. Nous devons refuser la fétichisation du jeu parlementaire que font les organisations social-démocrates. Nous devons aussi éviter de demeurer dans des comités restreints dont les membres sont sélectionnés par leur idéologie, ce qui amène au repli sur soi de l'idéologie marxiste-léniniste dans des cercles hyper-idéologisés, qui tombent nécessairement dans l'immobilisme.

Nous sommes des jeunes de classe ouvrière, nous devons travailler au sein de notre classe et pour notre classe. Nous devons prendre parti pour un long trajet de construction d'un rapport de forces favorable à notre classe et à sa jeunesse dans la contradiction capital-travail : un syndicat dans chaque entreprise, une association politique étudiante dans chaque centre d'étude. L'objectif est d'organiser la jeunesse de classe en tant que telle, dans les organisations qui lui sont propres – notamment le syndicat –, pour lui permettre de combattre le capital d'abord grâce à de petites victoires partielles et puis à terme, en s'emparant du pouvoir politique sous la direction du Parti Communiste.

C'est un travail politique long et coûteux en temps et énergie, mais c'est le seul qui a permis au mouvement révolutionnaire les victoires qu'il a historiquement gagnées face à la bourgeoisie. Un travail politique humble, patient, persévérant, mais aussi ferme idéologiquement, sans concessions au patronat ni au réformisme. Seul le développement de ce rapport organique garantira l'organisation de classe nécessaire pour avancer dans le processus révolutionnaire. Et bien sûr, en tant qu'organisation communiste, réaliser une action politique et idéologique conséquente avec ces principes. C'est cela le tournant ouvrier.

ARTICLES ANNEXES

LA PLACE DES ÉCRANS CHEZ LES JEUNES

Les effets de l'évolution des technologies de la communication ne laissent indifférent personne. Mythe par excellence du capitalisme actuel d'accumulation flexible, la « société de la communisation » serait un point d'inflexion dans l'histoire de l'humanité comme on n'a jamais vu. Le vieux topique qui nous fait affirmer qu'on assiste à une métamorphose totale du monde nous amène aussi à sacraliser le développement des réseaux de télécommunications et à légitimer leur introduction dans chaque recoin de nos vies sous le prétexte de la « modernisation » permanente dans laquelle nous vivons. Les capitalistes, avec des objectifs idéologiques clairs, et même des pseudo-marxistes (qui se complaisent de s'appeler eux-mêmes « marxistes hétérodoxes ») affirment sans pudeur que le développement technique actuel est comparable à la Révolution industrielle. On fera cependant l'impasse ici sur la grave erreur d'analyse historique que suppose le fait de croire aveuglement qu'il s'agit du moment le plus crucial de l'histoire de l'humanité. La question aujourd'hui est la suivante : qu'est-ce qu'il y a derrière l'évident développement des technologies de la communication et de leur adaptation à notre quotidien ? Quels effets a-t-il sur la vie des jeunes, tant individuellement que collectivement ? On proposera quelques pistes pour une première analyse de classe.

Le smartphone est devenu en seulement quelques années le dispositif par excellence de la télécommunication personnelle. Dans une étude[2], l'Observatoire Bouygues Telecom donne des chiffres à la conquête de nos vies privées et publiques que ces dispositifs ont accompli notamment chez les jeunes. Les moins de 25 ans passeraient selon cette étude



2 heures 30 minutes par jour sur leur smartphone contre 1h30 pour les plus de 25 ans. Le smartphone est utilisé dans diverses situations : dans leurs déplacements (63% dans les transports en commun, 61% dans la rue), quand ils sont avec leurs potes (69%) et même pendant leurs repas en famille (41%) ! Il est devenu un outil clé de la sociabilité des jeunes, 94% l'utilisant pour naviguer sur les réseaux sociaux. Côté divertissement, cet outil domine également nos vies, 74% des jeunes regardant des vidéos ou écoutant de la musique dessus et 77% d'eux jouant en ligne. 84% d'eux ne pourraient pas s'en passer pendant une journée et 77% pensent que la connectivité portable devrait aller plus loin. On dirait alors que le capital a gagné pour l'instant la partie, tant dans la réussite de son introduction dans nos vies que du point de vue idéologique, où il peut se vanter d'avoir bien légitimé son pari.

Les technologies de la communication ont changé et changent radicalement les formes de la production de l'information, ainsi que celles de leur circulation et de l'accès à elle. Mais ne nous confondons pas, on a bien dit « les formes » et non le contenu. Les moyens techniques appartiennent toujours à la classe capitaliste et le contenu de l'information de masses est resté clivé sur des critères de classe. Ceci a tendance à être oublié par ceux qui, éblouis par la propagande capitaliste, clament la « nouvelle ère » dans laquelle on serait rentré avec Internet ou même les potentialités qu'Internet offre de « dépassement » du capitalisme dans des optiques « outsiders ». Sujet à la lutte de classes, Internet et les informations qu'il contient sont aussi contradictoires que n'importe quel autre domaine de la vie sociale. Donc bien qu'il offre certains moyens pour les mouvements anticapitalistes (on reviendra sur cette question plus loin), il est dominé par la classe capitaliste qui en profite économiquement et politiquement. Le résultat est non tant une stratégie de répression des contenus des sites (qui cependant existe de façon intense) qu'une stratégie de mise à disposition massive au public des sites contrôlés par le capital et sous les conditions du capital. Tout cela à travers la coercition implicite qu'implique l'hégémonie culturelle de la bourgeoisie. En gros, on est doucement obligé de suivre les voies du capital sous une couverture de consentement et d'adhésion à ses modèles idéologiques et éthiques. Et le capital, faisant preuve de la bassesse morale qui le caractérise, s'attaque depuis plus de dix ans au public le plus fragile de tous ceux qui ont accès à internet : les jeunes et les adolescents.

La technique communicationnelle du capital comprend entre autres la construction de mythes et de références culturelles individualistes, dégoûtées par toute action collective ou politique ; de formes de vie luxueuses avec des personnages semi-fictifs hédonistes et sans aucune ambition au-delà de rendre public leur propre plaisir. Des énormes ressources sont destinées à créer et rendre hégémoniques la production culturelle de la bourgeoisie. Ces moyens

donnent aux contenus de masses produits par la bourgeoisie un avantage relatif par rapport aux autres contenus. Avantage très important et qui explique la domination des modèles culturels produits par le grand capital sur un Internet qui pour l'instant reste formellement neutre par rapport aux contenus publiés. Beaucoup de jeunes ont accès à ces modèles, les copient et s'en réapproprient, cultivant une admiration de soi où la démonstration publique plate et hors du dialogue que permettent les moyens multimédia a une place très importante dans l'interaction avec les autres. Les réseaux sociaux sont conçus de préférence pour la transmission de messages courts, simples et avec des interactions limitées dans la longueur et dans la qualité. Donc elles sont le terrain parfait pour des démonstrations unilatérales, simplifiées et nuancées au goût de l'émetteur du message.

Le plaisir que les jeunes peuvent sentir en offrant ce point de vue manipulé de leurs propres vies est une démonstration de la destruction progressive des repères collectifs et de la simplification des interactions sociales au service du capital. Les avantages pour ce dernier sont nombreux : démobilitation collective et renfermement sur soi, interactions limitées à des démonstrations en dehors du dialogue, donc rétrécissement des sujets de discussion et de la réflexion. Mi-janvier une émission sur France 2 détaillait bien, quoique dans une optique nuancée car extrêmement clinique, les problèmes de développement que cause l'exposition soutenue des enfants et des jeunes aux écrans : crises de nerf, impatience, parole tardive, cognition et compétences sociales limitées. Pour les adultes et les jeunes plus âgés les effets pourraient être les mêmes en moindre intensité. Mais pour le capital les bénéfices ne s'arrêtent pas là : les réseaux sociaux et les télécommunications en général ont une importante fonction de catalyseurs de la production de survalueur (plus-value). Dans le cas particulier des premiers notamment à travers la publicité commerciale et la promotion d'un mode de vie idéal où la consommation intensive a une place primordiale. C'est donc un moyen de promouvoir l'étape de la transformation de la marchandise en capital accumulé dans le cycle de reproduction du capital, celle qui pose justement plus de problèmes lors des crises économiques de surproduction.

L'Internet offre cependant un avantage clair : celui de la production et transmission massive de l'information sans passer par les centres médiatiques du capital. Serait-ce totalement vrai ? Pas tout à fait. Comme on a déjà dit, les moyens techniques appartenant au capital, celui-ci garde toujours le contrôle de toute information qui circule sur les réseaux même s'il n'exerce pas toujours ce contrôle. En décembre dernier on apprenait l'abrogation par le gouvernement étasunien du principe de neutralité du net, qui obligeait aux fournisseurs d'accès à Internet à ne pas faire de discriminations quant au contenu ou la pro-

venance des informations qui circulent sur son réseau. Désormais, les fournisseurs pourront décider d'augmenter ou diminuer le débit octroyé à chaque site par leur réseau, voire d'interdire l'accès aux sites qu'ils décideront. Dans un contexte de lutte de classes, le capital ne peut indéfiniment et inconditionnellement mettre à disposition de tout utilisateur les réseaux qui lui appartiennent, et Internet deviendra à terme l'instrument de propagande et accumulation le plus important de la bourgeoisie. Même si il l'est déjà pour une bonne partie de ses utilisateurs. D'un point de vue technique, Internet est donc une très bonne chose pour l'humanité, mais dans le contexte de capitalisme monopoliste dans lequel on se trouve, il devient un outil de la lutte de classes dans les mains de la bourgeoisie. Avec lui, cette dernière cherche à borner les interactions de groupe, à castrer les relations humaines à un strict minimum qui lui servirait pas seulement pour accumuler de la survaleur, mais aussi pour réduire les possibilités d'engagements politiques massifs et d'actions collectives.

Enfin, la réponse n'est pas le primitivisme de certains « anti-internet » technophobes, mais de collectiviser ses moyens techniques, réseaux, câbles souterrains, moyens d'entretien, brevets, pour protéger le libre échange entre les individus sans l'intromission du capital. C'est le seul moyen d'avoir un internet qui profite à l'humanité, qui n'abrutisse pas nos interactions et qui ne limite pas nos échanges collectifs.

[2] Dossier de l'Observatoire Bouygues Telecom des pratiques numériques des Français, Février 2018

QUI SOMMES-NOUS ?

L'**Union de la Jeunesse Communiste** (UJC) est une organisation politique pour la jeunesse, pour armer cette dernière dans son combat contre le capitalisme et pour le socialisme-communisme. L'UJC est liée au **Parti Communiste Révolutionnaire de France** (PCRF) par la ligne politique commune et par le projet de société auquel nous aspirons.

Dégradation des conditions de vie, précarité et chômage, recul des droits sociaux, coupes budgétaires dans les services publics et leur privatisation (santé, enseignement, transports), question environnementale urgente, menace de guerre généralisée : le constat est déplorable. C'est tout un système qui est en crise et qui ne parvient pas à répondre à nos besoins.

L'UJC propose de développer des luttes autour de 6 axes que sont le travail, l'éducation, la santé, le logement, le transport et le divertissement (loisirs, sport, culture). Nous pensons que s'il y a de l'argent pour soulager l'impôt des grands patrons et pour faire la guerre dans le monde, c'est que cet argent existe pour, par exemple, construire de nouveaux logements étudiants, développer des programmes culturels gratuits pour les quartiers populaires, etc.. Mais ce que nous gagnerons par la lutte mènera la bourgeoisie à se battre pour le récupérer, car celle-ci a pour intérêt d'accroître ses profits, intérêt fondamentalement contradictoire aux nôtres.

L'UJC fait donc le constat que le système capitaliste a fait son temps et qu'on ne pourra résoudre les problèmes qui affectent la jeunesse que par un changement de système économique et social par la voie révolutionnaire.

POUR TOUTE QUESTION ET / OU ADHÉSION :
UNION.JC@GMX.FR

SUIS-NOUS SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX

**SUR FACEBOOK :
#UNIONJC**

**SUR INSTAGRAM ET TWITTER :
@UNION_JC**

**NOTRE SITE INTERNET :
WWW.UNIONJC.FR**

